24
octobre
2007

Ordonnance sur les conférences régionales (OCR)

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

vu l'article 139, alinéa 1 de la loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo)¹⁾,

sur proposition de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques,

arrête:

But

Art. 1 La présente ordonnance règle la procédure de création des conférences régionales ainsi que les périmètres et la comptabilité de ces dernières.

Création
d'une conférence
régionale

Art. 2 ¹Le Conseil-exécutif ordonne une votation populaire régionale sur la création d'une conférence régionale lorsque plusieurs communes le demandent.

² Il prend les dispositions nécessaires à l'organisation de la votation régionale et veille à l'élaboration et à l'envoi du matériel de vote.

³ Il approuve le message en vue de la votation (message du Conseil-exécutif). Les communes peuvent lui soumettre une proposition de message.

⁴ Les coûts de la décision ordonnant une votation régionale sur la création d'une conférence régionale et ceux de l'organisation de la votation sont à la charge du canton.

Séance
constitutive

Art. 3 ¹Si une conférence régionale est créée, le préfet ou la préfète compétente convoque l'assemblée régionale à une séance constitutive.

² L'ordonnance du 24 octobre 2007 sur le règlement d'organisation des conférences régionales (OROOCR)²⁾ s'applique par analogie à la convocation et à la procédure à suivre lors de la séance constitutive.

³ Le préfet ou la préfète dirige les débats jusqu'à l'élection du président ou de la présidente.

Périmètres
des conférences
régionales

Art. 4 ¹Les périmètres des conférences régionales et l'appartenance des communes à une conférence régionale sont précisés à l'annexe 1.

¹⁾ RSB 170.11

²⁾ RSB 170.212

² Toutes les communes sises dans le périmètre d'une conférence régionale font partie de celle-ci.

Double affiliation

Art. 5 ¹ Le Conseil-exécutif décide en dernier ressort quelles communes peuvent être simultanément membres de deux conférences régionales voisines (double affiliation). Il entend au préalable les communes et les conférences régionales concernées.

² Les communes qui sont simultanément membres de deux conférences régionales ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres communes dans les deux conférences régionales.

³ Les doubles affiliations sont mentionnées à l'annexe 1.

Coopération transfrontalière

Art. 6 ¹ Les conférences régionales qui entendent accorder le statut de membres à des communes extracantoniales ainsi que les communes bernoises qui souhaitent s'affilier à des organisations extracantoniales adressent au Conseil-exécutif une demande tendant à l'engagement de négociations contractuelles avec les cantons concernés.

² Le Conseil-exécutif informe les communes et les conférences régionales concernées au sujet des négociations contractuelles. Il les entend avant de conclure un contrat avec un autre canton.

³ Les contrats fixent en particulier les tâches relevant de la coopération transfrontalière, les effets des décisions prises dans ce contexte ainsi que les obligations en matière de contributions et le droit de vote des communes concernées.

Sous-conférences

Art. 7 ¹ Lorsque la conférence régionale n'est pas compétente dans son ensemble, les périmètres des sous-conférences et les communes en faisant partie découlent

a de la législation sur l'encouragement des activités culturelles, dans le domaine de l'encouragement des activités culturelles à l'échelle régionale,

b des législations fédérale et cantonale sur la politique régionale, dans le domaine de la politique régionale,

c des répertoires des communes ayant approuvé le transfert de compétence, dans les autres domaines.

² Les communes qui ont élaboré un projet d'agglomération « transports et urbanisation » forment une sous-conférence chargée de sa mise en œuvre jusqu'à ce que la conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU) au sens de la loi du 9 juin 1965 sur les constructions (LC)¹⁾ soit disponible.

¹⁾ RSB 721.0

³ Des sous-conférences peuvent être instituées pour préparer des affaires ressortissant à la conférence régionale. Le règlement d'organisation de cette dernière fixe les tâches et le périmètre de telles sous-conférences.

Règlement
d'organisation

Art. 8 ¹Le règlement d'organisation au sens de l'OROCR fixe, dans le cadre des dispositions légales, les tâches, l'organisation, la gestion financière et la dissolution des conférences régionales, la procédure au sein de ces dernières ainsi que la création et l'organisation de sous-conférences.

² Les conférences régionales peuvent édicter un règlement d'organisation propre sous réserve de la votation populaire facultative. Ce faisant, elles peuvent adopter une réglementation contraire au règlement d'organisation selon l'OROCR ou une réglementation complémentaire, dans le respect des dispositions de la législation sur les communes qui leur sont applicables.

³ Les règlements d'organisation propres des conférences régionales sont soumis à l'examen préalable et à l'approbation de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT).

Comptabilité

Art. 9 ¹Les conférences régionales gèrent leurs finances conformément aux dispositions applicables aux communes.

² Le plan comptable est fixé de manière contraignante à l'annexe 2. Il est possible de déroger à la classification par tâches avec l'autorisation de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire.

Validité
de décisions

Art. 10 Les décisions entrées en force d'organisations régionales existantes, qui concernent en particulier des plans ainsi que d'autres bases et mesures, restent valables aussi longtemps qu'elles ne sont pas abrogées par des arrêtés des conférences régionales.

Droit supplétif

Art. 11 En l'absence de réglementation dans le droit supérieur ou dans la présente ordonnance, les dispositions de l'ordonnance du 16 décembre 1998 sur les communes (OCo)¹⁾ sont applicables par analogie, à l'exception des articles 1 à 6 et 16 à 32.

Modification
d'actes législatifs

Art. 12 Les actes législatifs suivants sont modifiés:

¹⁾ RSB 170.111

1. Ordonnance du 10 juin 1998 sur l'aide financière du canton aux mesures prises et aux indemnités versées dans le cadre de l'aménagement du territoire (Ordonnance sur le financement de l'aménagement, OFA)¹⁾

Art. 6a (nouveau) ¹⁾ Une subvention de base de 8000 à 12 000 francs et une subvention par habitant de 55 centimes à un franc sont accordées à chaque conférence régionale pour ses frais administratifs. Le Conseil-exécutif fixe chaque année le montant de la subvention par habitant.

²⁾ L'importance démographique dont dépend la subvention par habitant est déterminée en application de l'article 7 de la loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC)²⁾.

³⁾ Les frais de traduction effectifs de la conférence régionale bilingue de Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois sont pris en charge en sus par le canton.

⁴⁾ En vue de l'accomplissement des tâches régionales conformément aux prescriptions de la législation sur la politique régionale, le canton accorde aux conférences régionales une subvention de base ainsi qu'une subvention variant en fonction des prestations; ces subventions sont versées en sus de celles qui sont prévues à l'alinéa 1, en particulier sur la base des critères suivants:

a nombre de communes que compte la région,

b nombre et importance des projets figurant dans le programme cantonal de mise en œuvre,

c travaux effectués au cours de l'exercice, et

d prestations propres de la région.

⁵⁾ Les subventions au sens de l'alinéa 4 se montent à 75 pour cent au plus des frais afférents à l'accomplissement des tâches régionales et sont versées par le service compétent de la Direction de l'économie publique.

Art. 7 ¹⁾ Les plans des régions peuvent bénéficier d'une subvention de 75 pour cent des frais au plus. Le montant de la subvention est déterminé en fonction de l'intérêt qu'ils présentent pour le canton.

²⁾ Les conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU) au sens de l'article 98a LC bénéficient d'une subvention de 75 pour cent des frais.

¹⁾ RSB 706.111

²⁾ RSB 631.1

2. Ordonnance du 6 mars 1985 sur les constructions (OC)¹⁾

Art. 15 ¹Inchangé.

² «des régions d'aménagement» est remplacé par «des régions d'aménagement ou des conférences régionales».

Art. 25 ¹«de la région d'aménagement» est remplacé par «de la région d'aménagement ou de la conférence régionale» et «régions d'aménagement» est remplacé par «régions d'aménagement ou conférences régionales».

² Inchangé.

Art. 29a ¹Inchangé.

² «Les régions d'aménagement» est remplacé par «Les régions d'aménagement ou les conférences régionales».

Art. 110 ¹«des régions d'aménagement» est remplacé par «des régions d'aménagement ou des conférences régionales».

² Les plans et prescriptions doivent pouvoir être consultés par quiconque auprès des services suivants:

a inchangée;

b pour les plans et prescriptions de la région, auprès du secrétariat de la région d'aménagement ou de la conférence régionale, des communes de la région et de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire;

c «des régions d'aménagement» est remplacé par «des régions d'aménagement ou des conférences régionales».

³ Inchangé.

Art. 113 ¹«de la région d'aménagement» est remplacé par «de la région d'aménagement ou de la conférence régionale».

² Une fois la décision prise par l'organe compétent de la région d'aménagement ou de la conférence régionale, le comité directeur de la région d'aménagement ou le directoire de la conférence régionale adresse le plan directeur et le rapport technique en 15 exemplaires à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire pour approbation.

Art. 115 ¹«des régions d'aménagement» est remplacé par «des régions d'aménagement ou des conférences régionales» et «cantonaux» est remplacé par «cantonaux ou régionaux».

² et ³ Inchangés.

¹⁾ RSB 721.1

4.3 Plans
de quartier
régionaux

Art. 121a (nouveau) ¹ L'assemblée régionale de la conférence régionale arrête l'introduction de la procédure d'édition d'un plan de quartier régional au sens de l'article 98b LC.

² Le directoire de la conférence régionale conduit la procédure de participation au sens de l'article 58 LC. Il dépose publiquement les projets dans les communes du périmètre concerné.

³ Pendant la durée du dépôt, une opposition écrite et motivée peut être formée devant le directoire de la conférence régionale. Les collectivités, personnes et organisations mentionnées à l'article 35 LC ont qualité pour former opposition. Le directoire mène les pourparlers de conciliation avant l'arrêté de l'assemblée régionale prévu à l'alinéa 4.

⁴ L'assemblée régionale arrête les plans de quartier régionaux sous réserve de la votation populaire facultative. Dans son arrêté, elle prend position au sujet des oppositions non vidées.

⁵ L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire approuve les plans de quartier régionaux et vide les oppositions encore pendantes. Les articles 61 s. LC sont applicables par analogie.

4.4 Modification
mineure de plans
d'affectation

Art. 122 ^{1 à 4} Inchangés.

⁵ L'assemblée régionale arrête souverainement les modifications mineures de plans de quartier régionaux. Au surplus, les alinéas 1 à 4 sont applicables par analogie.

⁶ Ancien alinéa 5.

Entrée en vigueur

Art. 13 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Berne, le 24 octobre 2007

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Gasche*
le chancelier: *Nuspliger*

Annexe 1

ad articles 4 et 5

Périmètres des conférences régionales

1. Conférence régionale de Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois

Périmètre

La conférence régionale de Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois englobe le territoire des arrondissements administratifs de Biel/Bienne, du Seeland et du Jura bernois (régions administratives du Seeland et du Jura bernois) qui comprennent les communes énumérées ci-dessous.

Communes
de la conférence
régionale de
Biel/Bienne-
Seeland-Jura
bernois

1. Aarberg	30. Eschert
2. Aegerten	31. Evilard (Leubringen)
3. Arch	32. Finsterhennen
4. Bangerten	33. Gals
5. Bargaen (BE)	34. Gampelen
6. Bellmund	35. Grandval
7. Belprahon	36. Grossaffoltern
8. Bévilard	37. Hagneck
9. Biel/Bienne	38. Hermrigen
10. Brügg	39. Ins
11. Brüttelen	40. Ipsach
12. Bütigen	41. Jens
13. Bühl	42. Kallnach
14. Büren an der Aare	43. Kappelen
15. Busswil bei Büren	44. La Ferrière
16. Champoz	45. La Heutte
17. Châtelat	46. La Neuveville
18. Corcelles (BE)	47. Lamboing
19. Corgémont	48. Lengnau (BE)
20. Cormoret	49. Leuzigen
21. Cortébert	50. Ligerz
22. Court	51. Loveresse
23. Courtelary	52. Lüscherz
24. Crémines	53. Lyss
25. Diessbach bei Büren	54. Malleray
26. Diesse	55. Meienried
27. Dotzigen	56. Meinisberg
28. Epsach	57. Merzligen
29. Erlach	58. Monible

59. Mont-Tramelan	88. Schelten
60. Mörigen	89. Scheuren
61. Moutier	90. Schüpfen
62. Müntschemier	91. Schwadernau
63. Nidau	92. Seedorf (BE)
64. Niederried bei Kallnach	93. Seehof
65. Nods	94. Siselen
66. Oberwil bei Büren	95. Sonceboz-Sombeval
67. Orpund	96. Sonvilier
68. Orvin	97. Sornetan
69. Perrefitte	98. Sorvilier
70. Péry	99. Souboz
71. Pieterlen	100. St-Imier
72. Plagne	101. Studen (BE)
73. Pontenet	102. Sutz-Lattrigen
74. Port	103. Täuffelen
75. Prêles	104. Tavannes
76. Radelfingen	105. Tramelan
77. Rapperswil (BE)	106. Treiten
78. Rebévelier	107. Tschugg
79. Reconvilier	108. Tüscherz-Alfermée
80. Renan (BE)	109. Twann
81. Roches (BE)	110. Vauffelin
82. Romont (BE)	111. Villeret
83. Ruppoldsried	112. Vinelz
84. Rüti bei Büren	113. Walperswil
85. Safnern	114. Wengi
86. Saicourt	115. Worben
87. Saules (BE)	

2. Conférence régionale de la Haute-Argovie

Périmètre

La conférence régionale de la Haute-Argovie englobe le territoire de l'arrondissement administratif de la Haute-Argovie (faisant partie de la région administrative de l'Emmental-Haute-Argovie) qui comprend les communes énumérées ci-dessous.

Communes de la conférence régionale de la Haute-Argovie

1. Aarwangen	11. Farnern
2. Attiswil	12. Gondiswil
3. Auswil	13. Graben
4. Bannwil	14. Heimenhausen
5. Berken	15. Hermiswil
6. Bettenhausen	16. Herzogenbuchsee
7. Bleienbach	17. Huttwil
8. Bollodingen	18. Inkwil
9. Busswil bei Melchnau	19. Kleindietwil
10. Eriswil	20. Langenthal

21. Leimiswil	37. Rüttschelen
22. Lotzwil	38. Schwarzhäusern
23. Madiswil	39. Seeberg
24. Melchnau	40. Thörigen
25. Niederbipp	41. Thunstetten
26. Niederönz	42. Untersteckholz
27. Oberbipp	43. Ursenbach
28. Obersteckholz	44. Walliswil bei Niederbipp
29. Ochlenberg	45. Walliswil bei Wangen
30. Oeschenschbach	46. Walterswil (BE)
31. Reisiswil	47. Wangen an der Aare
32. Roggwil (BE)	48. Wangenried
33. Rohrbach	49. Wanzwil
34. Rohrbachgraben	50. Wiedlisbach
35. Röthenbach bei
Herzogenbuchsee	51. Wolfisberg
36. Rumisberg	52. Wynau
	53. Wyssachen

3. Conférence régionale de l'Emmental

Périmètre

La conférence régionale de l'Emmental englobe le territoire de l'arrondissement administratif de l'Emmental (faisant partie de la région administrative de l'Emmental-Haute-Argovie) qui comprend les communes énumérées ci-dessous.

Communes de la conférence régionale de l'Emmental

1. Aefligen	23. Niederösch
2. Affoltern im Emmental	24. Oberburg
3. Alchenstorf	25. Oberösch
4. Bätterkinden	26. Röthenbach im
Emmental
5. Burgdorf	27. Rüderswil
6. Dürrenroth	28. Rütligen-Alchenflüh
7. Eggwil	29. Rüegsau
8. Ersigen	30. Rumendingen
9. Hasle bei Burgdorf	31. Rüti bei Lyssach
10. Heimiswil	32. Schangnau
11. Hellsau	33. Signau
12. Hindelbank	34. Sumiswald
13. Höchstetten	35. Trachselwald
14. Kernenried	36. Trub
15. Kirchberg (BE)	37. Trubschachen
16. Koppigen	38. Utzenstorf
17. Krauchthal	39. Wiler bei Utzenstorf
18. Langnau im Emmental	40. Willadingen
19. Lauperswil	41. Wynigen
20. Lützelflüh	42. Zielebach
21. Lyssach	
22. Mötschwil	

4. Conférence régionale de Berne-Mittelland

Périmètre

La conférence régionale de Berne-Mittelland englobe le territoire de l'arrondissement administratif de Berne-Mittelland (région administrative de Berne-Mittelland) qui comprend les communes énumérées ci-dessous.

Communes
de la conférence
régionale de
Berne-Mittelland

1. Aeschlen	39. Kehrsatz
2. Albligen	40. Kiesen
3. Allmendingen	41. Kirchdorf (BE)
4. Arni (BE)	42. Kirchenthurnen
5. Ballmoos	43. Kirchlindach
6. Bärswil	44. Köniz
7. Belp	45. Konolfingen
8. Belpberg	46. Kriechenwil
9. Bern	47. Landiswil
10. Biglen	48. Laupen
11. Bleiken bei
Oberdiessbach	49. Limpach
12. Bolligen	50. Linden
13. Bowil	51. Lohnstorf
14. Bremgarten bei Bern	52. Mattstetten
15. Brenzikofen	53. Meikirch
16. Büren zum Hof	54. Mirchel
17. Clavaleyres	55. Moosseedorf
18. Deisswil bei
Münchenbuchsee	56. Mühleberg
19. Diemerswil	57. Mühledorf (BE)
20. Etzelkofen	58. Mühlethurnen
21. Ferenbalm	59. Mülchi
22. Fraubrunnen	60. Münchenbuchsee
23. Frauenkappelen	61. Münchenwiler
24. Freimettigen	62. Münchringen
25. Gelterfingen	63. Münsingen
26. Gerzensee	64. Muri bei Bern
27. Golaten	65. Neuenegg
28. Grafenried	66. Niederhünigen
29. Grosshöchstetten	67. Niedermuhlern
30. Guggisberg	68. Noflen
31. Gurbrü	69. Oberbalm
32. Häutligen	70. Oberdiessbach
33. Herbligen	71. Oberhünigen
34. Iffwil	72. Oberthal
35. Ittigen	73. Oppligen
36. Jaberg	74. Ostermundigen
37. Jegenstorf	75. Riggisberg
38. Kaufdorf	76. Rubigen
	77. Rüeggisberg
	78. Rümliigen

79. Rüscheegg	91. Wald (BE)
80. Rüti bei Riggisberg	92. Walkringen
81. Schalunen	93. Wichtrach
82. Scheunen	94. Wiggiswil
83. Schlosswil	95. Wileroltigen
84. Stettlen	96. Wohlen bei Bern
85. Tägertschi	97. Worb
86. Toffen	98. Zauggenried
87. Trimstein	99. Zäziwil
88. Urtenen-Schönbühl	100. Zollikofen
89. Vechigen	101. Zuzwil (BE)
90. Wahlern	

5. Conférence régionale de Thoune-Oberland occidental

Périmètre

La conférence régionale de Thoune-Oberland occidental englobe le territoire des arrondissements administratifs de Thoune, de Frutigen-Bas-Simmental et du Haut-Simmental-Gessenay (faisant partie de la région administrative de l'Oberland) qui comprennent les communes énumérées ci-dessous.

Communes de la conférence régionale de Thoune-Oberland occidental

1. Adelboden	26. Krattigen
2. Aeschi bei Spiez	27. Lauenen
3. Amsoldingen	28. Lenk
4. Blumenstein	29. Niederstocken
5. Boltigen	30. Oberhofen am Thunersee
6. Buchholterberg	31. Oberlangenegg
7. Burgistein	32. Oberstocken
8. Därstetten	33. Oberwil im Simmental
9. Diemtigen	34. Pohlern
10. Eriz	35. Reichenbach im Kandertal
11. Erlenbach im Simmental	36. Reutigen
12. Fahrni	37. Saanen
13. Forst-Längenbühl	38. Schwendibach
14. Frutigen	39. Seftigen
15. Gsteig	40. Sigriswil
16. Gurzelen	41. Spiez
17. Heiligenschwendi	42. St. Stephan
18. Heimberg	43. Steffisburg
19. Hilterfingen	44. Teuffenthal (BE)
20. Höfen	45. Thierachern
21. Homberg	46. Thun
22. Horrenbach-Buchen	47. Uebeschi
23. Kandergrund	48. Uetendorf
24. Kandersteg	
25. Kienersrüti	

49. Unterlangenegg	53. Wimmis
50. Uttigen	54. Zweisimmen
51. Wachseldorn	55. Zwieselberg
52. Wattenwil	

6. Conférence régionale de l'Oberland oriental

Périmètre

La conférence régionale de l'Oberland oriental englobe le territoire de l'arrondissement administratif d'Interlaken-Oberhasli (faisant partie de la région administrative de l'Oberland) qui comprend les communes énumérées ci-dessous.

Communes
de la conférence
régionale
de l'Oberland
oriental

1. Beatenberg	16. Iseltwald
2. Bönigen	17. Lauterbrunnen
3. Brienz (BE)	18. Leissigen
4. Brienzwiler	19. Lütschenthal
5. Därligen	20. Matten bei Interlaken
6. Gadmen	21. Meiringen
7. Grindelwald	22. Niederried bei Interlaken
8. Gsteigwiler	23. Oberried am Brienersee
9. Gündlischwand	24. Ringgenberg (BE)
10. Guttannen	25. Saxeten
11. Habkern	26. Schattenhalb
12. Hasliberg	27. Schwanden bei Brienz
13. Hofstetten bei Brienz	28. Unterseen
14. Innertkirchen	29. Wilderswil
15. Interlaken	

Annexe 2*ad article 9***Plan comptable des conférences régionales**

I. Compte administratif classé par tâches	652	Transports en montagne
	653	Planification et coordination régionales des transports
0 Administration de la conférence régionale	654	Trafic intermodal (parcs de dissuasion, emplacements à vélos)
01 Organes de la conférence régionale	655	Prestations supplémentaires de transport régional
013 Assemblée régionale		
014 Commissions		
015 Directoire		
	7	Protection de l'environnement et aménagement
02 Secrétariat		
029 Secrétariat		
	79	Aménagement
3 Culture	793	Conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU)
30 Encouragement à la culture		
301 Musées	794	Plans directeurs régionaux
302 Théâtre	795	Plans sectoriels, conceptions, études de base
303 Orchestre	796	Plans de quartier régionaux
304 Autres tâches culturelles régionales		
	8	Economie publique
5 Affaires sociales		
58 Aide sociale	83	Tourisme
586 Projets régionaux dans le domaine social	831	Promotion touristique régionale
589 Commission des affaires sociales	832	Marketing régional
	84	Industrie, artisanat et commerce
6 Trafic		
65 Trafic régional	841	Promotion économique régionale
650 Entreprises de trafic régional		
651 Entreprises de trafic local		

86	Energie	31	Biens, services et marchandises
863	Conseil en matière d'énergie à l'échelle régionale	310	Fournitures de bureau, imprimés
88	Politique régionale	311	Mobilier (achat)
880	Management régional	312	Eau, énergie, combustibles
881	Stratégies et programmes régionaux de développement	313	Autres marchandises
882	Autres tâches de politique régionale	314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles
9	Finances	315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers
94	Administration du patrimoine et des dettes	316	Loyers, fermages, redevances d'utilisation
940	Intérêts	317	Dédommagements pour déplacements
99	Charges non ventilées	318	Honoraires pour prestations de services
990	Dépréciations	319	Frais divers
995	Charges et revenus neutres	32	Intérêts passifs
999	Clôture	321	Dettes à court terme
		322	Dettes à moyen et à long terme
		323	Dettes envers des entités particulières
		329	Autres intérêts passifs
		33	Dépréciations
		330	Patrimoine financier
		331	Dépréciations harmonisées
		332	Dépréciations complémentaires
		333	Découvert du bilan
		34	Parts à des contributions sans affectation
		341	Canton
		35	Dédommagements versés à des collectivités publiques
		351	Canton
		352	Communes
II. Compte de fonctionnement classé par natures			
3	Charges		
30	Charges de personnel		
300	Indemnités, jetons de présence pour l'assemblée régionale, le directoire et les commissions		
301	Personnel du secrétariat		
303	Assurances sociales		
304	Caisses de pensions et de prévoyance		
305	Assurance maladie et accidents		
308	Personnel temporaire		
309	Autres charges de personnel		

36	Subventions accordées	461	Canton
362	Communes	462	Communes
364	Entreprises semi-publiques	469	Autres subventions acquises
365	Institutions privées		
367	Etranger/organisations internationales	47	Subventions redistribuées
		472	Communes
		474	Entreprises semi-publiques
37	Subventions redistribuées	475	Institutions privées
372	Communes		
374	Entreprises semi-publiques	48	Prélèvements sur les financements spéciaux
375	Institutions privées	480	Prélèvements sur les financements spéciaux
38	Attributions aux financements spéciaux	49	Imputations internes
380	Attributions aux financements spéciaux	490	Charges imputées
39	Imputations internes	491	Intérêts imputés
390	Charges imputées	492	Dépréciations imputées
391	Intérêts imputés	495	Revenus imputés
392	Dépréciations imputées		
395	Revenus imputés		
4	Revenus		
42	Revenus des biens	1	Actif
421	Disponibilités et créances	10	Patrimoine financier
422	Placements du patrimoine financier	100	Disponibilités
429	Autres revenus des biens	1000	Caisse
		1001	Compte postal
		1002	Banques
43	Dédommagements		
434	Revenus de prestations de services	101	Avoirs
435	Ventes	1010	Avances
436	Remboursements	1011	Comptes courants
439	Autres dédommagements	1013	Remboursements de collectivités publiques
		1014	Subventions de collectivités publiques
45	Remboursements de collectivités publiques	1015	Autres débiteurs
451	Canton	1016	Avoirs à terme fixe
452	Communes	1019	Autres avoirs
46	Subventions	102	Placements
460	Confédération	1020	Avoirs à revenu fixe

III. Comptes du bilan

1022	Prêts	201	Dettes à court terme
		2010	Banques
103	Actifs transitoires	2011	Collectivités de droit public
1030	Actifs transitoires	2019	Autres dettes à court terme
	11 Patrimoine administratif		
	114 Investissements propres		
1146	Mobilier, machines, véhicules	202	Dettes à moyen et à long terme
	115 Prêts et participations permanentes	2021	Emprunts garantis par reconnaissance de dette
1155	Institutions privées	2029	Autres dettes à moyen et à long terme
	12 Financements spéciaux		
128	Avances aux financements spéciaux	204	Provisions
		2040	Compte de fonctionnement
1280	Avances aux financements spéciaux fondés sur le droit supérieur	2049	Comptes correctifs d'actifs
1281	Avances aux financements spéciaux fondés sur un règlement	205	Passifs transitoires
		2050	Passifs transitoires
	13 Découvert du bilan	22	Financements spéciaux
1390	Découvert du bilan	228	Engagements envers les financements spéciaux
	2 Passif	2280	Engagements envers les financements spéciaux fondés sur le droit supérieur
	20 Engagements		
	200 Engagements courants		
2000	Créanciers	2281	Engagements envers les financements spéciaux fondés sur un règlement
2001	Dépôts de tiers		
2003	Dédommagements à verser à des collectivités publiques	23	Fortune nette
2005	Subventions à redistribuer	2390	Fortune nette
2006	Comptes courants		
2009	Autres engagements courants		